

Convention collective de travail du 10 mars 2014 modifiant le règlement de pension du régime sectoriel de pension complémentaire 330

Neerlegging-Dépôt: 27/03/2014
Regist.-Enregistr.: 15/05/2014
N°: 121162/CO/330

Chapitre premier. Objet de la convention

Article premier.

Cette convention collective de travail est conclue en exécution de l'article 8 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, et de la décision des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs de la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

La présente convention collective de travail a pour objet la modification du règlement de pension joint comme annexe à la convention collective de travail du 13 décembre 2010 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (n° d'enregistrement 103537/CO/330), modifiée dernièrement par la convention collective de travail du 12 novembre 2012 modifiant le règlement de pension du régime de pension complémentaire sectoriel 330 (n° d'enregistrement 113964/CO/330), conclue au sein de la commission paritaire des établissements et des services de santé.

Chapitre 2. Champ d'application

Article 2.

Cette convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et tous les travailleurs, à l'exception des catégories prévues à l'article 3 de la présente convention collective de travail, qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et aux:

- établissements soumis à la loi sur les hôpitaux;
- maisons de soins psychiatriques;
- initiatives d'habitation protégée pour patients psychiatriques;
- maisons de repos pour personnes âgées et des maisons de repos et de soins;
- centres de soins de jour pour personnes âgées;
- centres de revalidation;
- services de soins infirmiers à domicile;
- services de transfusion sanguine et de traitement du sang;
- centres médico-pédiatriques;
- maisons médicales.

Par «travailleurs», on entend: le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

Par «Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux», on entend dans cette convention collective de travail: le Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux qui a été instauré comme fonds de sécurité d'existence par la convention collective de travail du 11 décembre 2008 (n° d'enregistrement 90982/CO/330, force obligatoire par AR du 19/07/2011, M.B. 09/09/2011).

Article 3.

La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux:

- travailleurs sous contrat de travail intérimaire;
- les travailleurs sous contrat de vacances, d'étudiant ou FPI (formation professionnelle individuelle en entreprise);
- élèves pour lesquels aucune cotisation de sécurité sociale n'est payée (élève reconnu des classes moyennes, élève sous contrat d'apprentissage industriel, élève en formation de chef d'entreprise, élève sous contrat d'insertion socio-professionnelle

- reconnu par les Communautés et Régions, stagiaire avec conversion d'immersion professionnelle);
- collaborateurs dans le cadre du travail assisté et aux personnes occupées dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide social et une occupation dans le cadre de l'article 78 de l'AR du 25/11/1991, à moins qu'il soit question d'un contrat de travail;
 - travailleurs qui exercent des activités alors qu'ils bénéficient déjà d'une pension de retraite légale;
 - médecins employés qui suivent une formation de médecin spécialiste et sont partiellement assujettis par l'intermédiaire d'hôpitaux employeurs du secteur privé (indice ONSS 072).

Chapitre 3. Règlement de pension

Article 4.

Le règlement de pension repris comme annexe, conformément aux dispositions de l'article 5 de la convention collective de travail du 13 décembre 2010 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel (n° d'enregistrement 103537/CO/330), modifié dernièrement par la convention collective de travail du 12 novembre 2012 modifiant le règlement de pension du régime de pension complémentaire sectoriel 330 (n° d'enregistrement 113964/CO/330), est remplacé par le règlement de pension repris comme annexe à la présente convention collective de travail.

Chapitre 4. Entrée en vigueur, durée de validité et dénonciation de la convention collective de travail

Article 5.

§ 1^{er}. La présente convention collective de travail prend effet le 1^{er} janvier 2014 et est conclue pour une durée indéterminée.

§ 2. Cette convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année civile, avec effet au 1^{er} janvier de l'année suivante. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, qui enverra une copie à chacune des parties signataires.



**Organisme pour le Financement de Pensions
"Fonds de pension du secteur non-marchand fédéral"
Quai du Commerce 48 à 1000 Bruxelles**

REGLEMENT DE PENSION

Table des matières

| | |
|---|----|
| TABLE DES MATIÈRES | 1 |
| CHAPITRE 1: OBJET | 2 |
| CHAPITRE 2: DEFINITION | 2 |
| CHAPITRE 3. AFFILIATION | 3 |
| CHAPITRE 4: L'ALLOCATION DE PENSION | 3 |
| Le montant de l'allocation de pension | 3 |
| L'affectation de l'allocation de pension | 4 |
| Le rendement | 4 |
| Participation aux bénéfices | 5 |
| Paielement | 5 |
| CHAPITRE 5: PENSION | 5 |
| CHAPITRE 6: DECES | 5 |
| CHAPITRE 7: DROITS ACQUIS DE L’AFFILIE SUR LES RESERVES | 6 |
| CHAPITRE 8: LE MODE DE VERSEMENT | 6 |
| CHAPITRE 9: BENEFICIAIRES | 7 |
| Le bénéficiaire du versement à la date de fin | 7 |
| Le bénéficiaire du versement en cas de décès | 7 |
| CHAPITRE 10: CONSÉQUENCES DU NON PAIEMENT DES ALLOCATIONS DE PENSION | 7 |
| CHAPITRE 11: INFORMATION | 7 |
| Le règlement de pension | 8 |
| La fiche de pension | 8 |
| Rapport de gestion | 8 |
| CHAPITRE 12: L’AFFILIÉ QUITTE L’ORGANISATION AVANT LA DATE DE FIN | 8 |
| CHAPITRE 13: DISPOSITIONS FISCALES | 9 |
| Quelle législation fiscale est applicable ? | 9 |
| Statut fiscal de l'allocation de pension | 9 |
| CHAPITRE 14: OBLIGATIONS DE L’ORGANISATEUR | 9 |
| CHAPITRE 15: APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE | 9 |
| CHAPITRE 16: MODIFICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT | 10 |
| CHAPITRE 17: CONTESTATIONS ET DROIT APPLICABLE | 10 |

Chapitre 1: Objet

Article 1. § 1. Le présent règlement de pension sectoriel est établi en exécution des conventions collectives de travail relatives à l'introduction d'un système de pension, passé au sein des commissions paritaires 330.

§ 2. La promesse de pension a pour but de composer un capital de pension ou une rente qui y correspond, laquelle est versée à l'affilié ou, si l'affilié décède avant le terme prévu, à ses ayants-droit.

§ 3. Le présent règlement de pension définit les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension, des employeurs, des affiliés et de leurs ayants-droit, ainsi que les conditions auxquelles ces droits peuvent être exercés.

§ 4. Ce règlement entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2014 et remplace le précédent règlement du 26 juin 2012.

Les droits acquis des affiliés qui sont sortis du régime de pension du fondateur avant l'entrée en vigueur de ce règlement et/ou de leurs ayant-droit demeurent établis par le règlement qui était en vigueur lors de leur sortie.

Chapitre 2: Définition

Article 2. Dans le présent règlement, on utilise un certain nombre de concepts qui ont la signification suivante :

2.1. Organisateur

Le Fonds d'Epargne Sectoriel des Secteurs Fédéraux

2.2. Organisation

Toute organisation, subsidiée ou non par le Pouvoir fédéral, qui emploie des membres de personnel dans le champ d'application de la commission paritaire 330, à laquelle la convention collective de travail sectorielle précitée concernant les pensions complémentaires est applicable.

2.3. Salaire annuel

Le salaire annuel brut de l'affilié déclaré à l'Office National de la Sécurité Sociale, à charge de l'organisation.

2.4. Fonds de pension

Le fonds de pension du secteur non-marchand fédéral, dont le siège est situé Quai du Commerce, 48 à 1000 Bruxelles, agréé le 8 mai 2012 sous le numéro 50604.

2.5. Loi concernant les pensions complémentaires

Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

Chapitre 3. Affiliation

Artikel 3. § 1. Tout travailleur, quelle que soit la nature du contrat de travail :

- qui est lié à la date du 1^{er} janvier 2010 par un contrat de travail avec une organisation, subsidiée ou non par le Pouvoir fédéral ;
- ou sera employé après le 1^{er} janvier 2010 avec un contrat de travail, subsidié ou non par le Pouvoir fédéral ;
- et auquel la convention collective du travail concernant des pensions complémentaires souscrites au sein des (sous-)commissions paritaires est applicable ;

adhère obligatoirement au système de pension.

§ 2. La date d'entrée en service auprès d'un employeur à qui s'applique le règlement est aussi la date d'adhésion au présent règlement. Qui est en service le 1 janvier 2010, est affilié à cette date là.

§ 3. Sont toutefois exclus :

- les travailleurs avec un contrat de travail intérimaire ;
- les travailleurs avec des contrats de vacances, d'étudiants et FPI (formation professionnelle individuelle) ;
- les apprentis qui ne sont pas soumis aux cotisations de sécurité sociale (apprentis agréés des classes moyennes, apprentis industriels, apprentis en formation de chef d'entreprise, apprentis sous convention d'insertion, reconnus par les communautés et régions, stagiaires en convention d'immersion professionnelle);
- les collaborateurs à l'assistance par le travail et les personnes employées dans le cadre de l'art. 60 §7 de la loi organique relative à l'organisation de CPAS et un emploi dans le cadre de l'article 78 de l'AR du 25.11.1991, s'il n'est pas question d'un contrat de travail ;
- les travailleurs qui exercent des activités alors qu'ils bénéficient déjà d'une pension de retraite légale
- les médecins-employés qui suivent la formation de médecin spécialiste, et qui sont soumis à un assujettissement restreint, par des employeur hôpitaux du secteur privé (Code 072 ONSS).;

§ 4. L'affilié accepte le règlement de pension et autorise l'organisateur à transmettre au Fonds de pension toutes les informations et pièces justificatives qui sont nécessaires pour la bonne exécution du présent règlement.

§ 5. L'affilié transmettra sur simple demande toutes les informations et toutes les pièces justificatives manquantes qui sont nécessaires pour permettre au fonds de pension d'exécuter ses obligations à l'égard de l'affilié ou de ses ayants-droit. Si l'affilié ne transmet pas lesdites informations ou lesdites preuves justificatives, l'organisateur et le fonds de pension ne pourront pas exécuter leurs obligations à l'égard de l'affilié en relation avec la pension complémentaire qui est décrite dans le présent règlement. Il n'y aura alors pas question de dédommagement ou intérêt de retard en cas d'un paiement tardif des droits.

Chapitre 4: L'allocation de pension

Article 4. Le montant de l'allocation de pension

Article 4. § 1 Les prestations lors de la mise à la retraite et en cas de décès sont financés par des allocations annuelles dont le niveau est fixé dans une annexe au présent règlement.

§ 2 En cas d'octroi d'une indemnité de préavis à un ayant-droit, le supplément de pension est octroyé pour la totalité de la période correspondant à cette indemnité de préavis sur base de dernier supplément de pension qui était en vigueur à ce moment-là.

1.1 Article 5. L'affectation de l'allocation de pension

Article 5. § 1. L'allocation de pension est versée pour chaque affilié sur un compte pension individuel. La date valeur, c'est-à-dire la date à partir de laquelle l'allocation de pension reçoit un rendement, est fixée dans une annexe au présent règlement.

§ 2. La production d'intérêts a lieu :

- jusqu'à la date à laquelle le versement de la pension complémentaire doit avoir lieu ;
- ou jusqu'au premier jour du mois au cours duquel l'affilié décède.

Article 6. Le rendement

Article 6. § 1. Le fonds de pension gère les réserves acquises de l'affilié, une réserve libre et un compte pour suppléments de pension futurs et frais. Au cas où le versement global du fondateur diffère du supplément de pension global, la différence est alors versée ou retirée du compte pour les suppléments de pension et frais futurs.

§ 2. Le rendement est égal au rendement provenant des investissements effectués, diminué des frais de gestion, des provisions pour risques et charges ainsi que des impôts éventuels sur le résultat. Les réserves acquises, la réserve libre et la réserve pour suppléments de pension futurs et charges perçoivent chacune une partie proportionnelle du rendement.

§ 3. Si le taux de rendement est supérieur au taux de rendement qui doit être garanti par le fondateur en vertu de la loi sur les pensions complémentaires, les organes compétents du fonds de pension peuvent décider d'apurer tout ou partie des différences négatives au cas où les réserves constituées sur les comptes de pension individuels seraient insuffisantes par rapport aux réserves acquises auxquelles l'affilié aurait droit en cas de sortie à la fin de l'année.

§ 4. Tout ou partie du rendement peut, par décision des organes compétents du fonds de pension, être imputé sur une réserve libre servant à financer un déficit futur éventuel par rapport à la réserve acquise exigée par la loi. Cette réserve libre peut atteindre au maximum 25 % de la somme des réserves acquises auquel l'affilié peut prétendre en cas de sortie.

§ 5. Si les réserves individuelles n'atteignent pas le montant qui est exigé en exécution de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires, le compte pension individuel reçoit chaque année à la date du 31 décembre un rendement qui est égal à une partie proportionnelle du rendement qui a été obtenu par le Fonds de pension au cours de cette année là, en proportion des réserves placées.

§ 6. Dans l'hypothèse où à la sortie, lors de la mise à la retraite ou en cas de suppression de l'engagement de pension, un déficit existerait par rapport à ce qui est exigé en vertu de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires, ce déficit sera apuré au moyen de la réserve libre.

Article 7. Participation aux bénéfices

Article 7. § 1. Si le patrimoine du fonds suffit à couvrir la somme des réserves acquises en vertu de la loi sur les pensions complémentaires, d'une réserve libre de 25% de ces réserves acquises et de la rubrique des suppléments de pension et frais futurs, le fonds de pension peut alors procéder à l'octroi d'une participation bénéficiaire. Cette participation aux bénéfices prend la forme d'une augmentation des droits acquis et est ainsi définitivement acquise par l'affilié. Une participation aux bénéfices attribuée au compte individuel de l'affilié porte également intérêts sur la base de la méthode décrite ci-avant.

Article 8. Paiement

Article 8. § 1. Le fonds de pension paiera les montants prévus le plus rapidement possible.

§ 2. Si le fonds de pension ne dispose pas encore de toutes les données qui sont nécessaires pour payer le montant exact, si l'affilié en fait la demande écrite, un acompte sera payé durant le trimestre qui suit la date de paiement normale ou le mois au cours duquel l'affilié a introduit son dossier complet. Le solde restant sera payé au plus tard le dernier trimestre de l'année suivante.

Chapitre 5: Pension

Article 9. Le terme

Article 9. § 1. Le capital est exigible dès que l'affilié obtient une pension légale, mais pas avant l'âge de 60 ans.

§ 2. Le terme normal auquel le capital constitué sur le compte de pension devient exigible est fixé au premier jour du mois qui suit le 65^{ème} anniversaire de l'affilié.

§ 3. Si l'affilié reste en service d'une organisation après le terme normal de 65 ans et n'obtient pas encore d'une pension légale, l'allocation de pension reste due.

§ 4. L'affilié recevra le paiement de son compte de pension lorsqu'il quitte le secteur ou lorsqu'il prend sa pension légale.

Chapitre 6: Décès

Article 11. § 1. Si un affilié décède, le bénéficiaire a droit à la valeur constituée au moment du décès sur le compte pension individuel.

§ 2. Cette valeur sera au moins égale à la valeur qui doit être attribuée en exécution de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires.

§3. En cas de décès, le supplément de pension pour l'année du décès est fixée en appliquant proportionnellement le supplément de pension de l'année précédente en fonction d'un nombre de mois complets jusqu'à la date du décès, pour autant que l'affilié soit demeuré employé jusqu'à ce moment-là au sein d'une organisation citée dans l'article 2.2.

Chapitre 7: Droits acquis de l'affilié sur les réserves

Article 12. § 1. Les réserves qui ont été constituées sur les comptes individuels sont la propriété de l'affilié.

§ 2. L'affilié ne peut toutefois exiger de droits relatifs à ses réserves qu'après une période de deux trimestres ininterrompus d'affiliation au présent règlement de pension.

§ 3. Un affilié qui a choisi de transférer ses réserves acquises vers un autre organisme de pension et qui entre à nouveau au service d'une organisation qui fait partie d'un secteur auquel le règlement est applicable n'est pas considéré comme un nouvel affilié.

§ 4. Le compte pension ne peut pas être donné en gage et son bénéficiaire ne peut pas être transféré. Aucune avance ne peut être accordée.

Chapitre 8: Les versements

Article 13. § 1. L'affilié ou le(s) bénéficiaire(s) est (sont) supposé(s) opter pour le versement sous la forme d'un capital.

§ 2. Le(s) bénéficiaire(s) peut (peuvent) toutefois demander de convertir en une rente viagère le capital qui lui (leur) revient. Une option pour une liquidation comme rente viagère doit être communiquée au plus tard un mois avant la date à laquelle le versement commence par écrit par le bénéficiaire au Fonds des pensions.

§ 3. Selon le choix du bénéficiaire, il peut s'agir d'une rente viagère qui lui est uniquement payée ou d'une rente viagère qui est réversible, en cas de décès du bénéficiaire, au conjoint survivant ou au partenaire avec lequel il cohabite légalement. La rente peut être indexée.

§ 4. Les rentes sont payées par parties mensuelles le dernier jour de chaque mois, jusque et y compris la dernière échéance qui précède le décès du(des) bénéficiaire(s).

§ 5. Si le montant annuel de la rente ne dépasse pas 499,99 EUR, le versement prévu ne peut pas se faire sous la forme d'une rente, mais uniquement sous la forme d'un capital unique.

§ 6. Si le montant annuel de la rente se situe entre 499,99 et 800,01 EUR, il n'est pas payé mensuellement, mais en quatre parties trimestrielles égales à la fin de chaque trimestre.

§ 7. Les montants mentionnés ci-avant sont indexés selon les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public.

Chapitre 9: Bénéficiaires

Article 14. Le bénéficiaire du versement à la date de fin

Article 14. Si l'affilié est en vie à la date de fin, le capital vie est versé à l'affilié lui-même.

Article 15. le bénéficiaire du versement en cas de décès

Article 15. § 1. Si l'affilié décède avant la date de fin, la prestation prévue en cas de décès est versée au(x) bénéficiaire(s) sur la base de l'ordre prioritaire suivant :

- Le conjoint de l'affilié pour autant qu'il ne soit pas séparé judiciairement de corps et de biens ou séparé de fait, ou qu'il ne se trouve pas en instance de séparation de corps et de biens ou de divorce. Les époux sont censés être séparés de fait lorsqu'il ressort des registres de la population qu'ils ont un domicile différent ;
- A défaut, la personne qui cohabite légalement avec l'affilié au sens des articles 1475 à 1479 du code civil et qui n'est pas parent en ligne directe de l'affilié ;
- A défaut, les enfants de l'affilié ;
- A défaut, la(les) personne(s) désignée(s) par l'affilié par courrier recommandé au fonds de Pension, le courrier recommandé envoyé en dernier lieu étant valable en droit ;
- A défaut, le fonds des pensions.

§ 2. S'il y a plusieurs bénéficiaires, le paiement prévu en cas de décès est réparti par parties égales entre eux, sauf si le document de désignation du bénéficiaire stipule la grandeur des parts.

§ 3. Si l'affilié et le bénéficiaire décèdent sans que l'ordre de décès puisse être déterminé, le paiement prévu en cas de décès est payé à la personne suivante dans l'ordre des bénéficiaires.

§4. Si aucun bénéficiaire ne se manifeste après une période de 10 ans après le décès, le paiement prévu en cas de décès est liquidé en faveur du fonds de pension.

Chapitre 10: Conséquences du non-paiement des allocations de pension

Article 16. § 1. L'organisateur transférera les allocations de pension dues au fonds de pension.

§2. L'organisateur peut faire encaisser l'allocation de pension par l'ONSS.

§ 2. Si l'allocation de pension n'est pas payée, les comptes pension seront exonérés de prime. réduits. Le fonds de pension informera chaque affilié par un courrier adressé à son adresse personnelle au plus tard dans les 2 mois qui suivent la date à laquelle il a pris connaissance de la cessation de paiement.

Chapitre 11: Information

Article 17. Le règlement de pension

Article 17. Le texte du règlement de pension est disponible sur le site web du fonds de pension.

Article 18. La fiche de pension

Article 18. Chaque année, le fonds de pension informe chaque affilié, au moyen d'une fiche de pension sur :

- le montant des allocations de pension ;
- la réserve acquise ;
- la prestation acquise et de la date d'exigibilité ;
- le montant de la réserve acquise de l'année écoulée ;
- la rente qui correspond au capital pension.

Article 19. Rapport de gestion

Article 19. Le fonds de pension établit chaque année un rapport concernant la gestion de la promesse de pension qui est à la disposition des affiliés. Ceci comprend notamment les informations suivantes :

- le mode de financement de la promesse de pension et les changements structurels apportés à ce financement ;
- la stratégie de placement à court et à long terme et la mesure dans laquelle il est tenu compte ici des aspects sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des placements et la structure des coûts ;
- la répartition des bénéfices.

Ce rapport est transmis à l'affilié à sa demande écrite.

Chapitre 12: L'affilié quitte l'organisation avant la date de fin

Article 20. § 1. Si le contrat de travail de l'affilié est résilié et qu'il reprend le travail dans les trois mois auprès d'une organisation à laquelle le présent règlement de pension est applicable, l'affilié continue à participer au système de pension sectoriel à la condition de satisfaire aux conditions d'affiliation. L'organisateur qui agit pour la commission paritaire de l'organisation concernée prend alors les obligations qui découlent du présent règlement en charge. Les possibilités dont question ci-après ne sont donc pas applicables.

§ 2. Si le contrat de travail de l'affilié se termine pour une autre raison que le décès ou l'atteinte du terme et qu'il ne reprend pas immédiatement le travail auprès d'une organisation à laquelle le présent règlement de pension est applicable, l'affilié a le choix entre les possibilités ci-après, pour autant qu'il puisse exiger des droits sur les réserves :

- soit laisser auprès du fonds de pension la réserve acquise sans modification de la promesse de pension et recevoir un capital ou une rente au terme ou en cas de décès ;
- soit transférer la réserve acquise vers l'organisme de pension du nouvel employeur avec lequel il a passé un contrat de travail, s'il est affilié à la promesse de pension de ce nouvel employeur ;
- soit transférer la réserve acquise vers un autre organisme de pension qui distribue la totalité de ses bénéfices proportionnellement aux réserves entre les affiliés et qui limite les coûts comme suite aux règles stipulées par l'arrêté royal du 14 novembre

8

2003 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs et aux dirigeants d'entreprise.

§ 3. Si l'affilié n'effectue aucun choix explicite dans les trente jours, il est censé avoir opté pour le maintien de ses réserves auprès du fonds de pension sans modification de la promesse de pension.

Chapitre 13: Dispositions fiscales

Article 21. Quelle législation fiscale est applicable ?

Article 21. Si l'affilié et le bénéficiaire ont leur domicile et/ou leur lieu de travail en Belgique et que l'organisation est établie en Belgique, la législation fiscale belge est applicable tant sur les cotisations de pension que sur les versements. Dans le cas contraire, des charges fiscales et/ou sociales pourraient être exigibles sur la base d'une législation étrangère, en exécution des traités internationaux applicables dans ce contexte.

Article 22. Statut fiscal de l'allocation de pension

Article 22. § 1. Sur la base de la législation fiscale belge applicable à la date d'entrée en vigueur du présent règlement de pension, les allocations d'employeur forment en principe des frais professionnels déductibles de l'impôt des sociétés et ne donnent pas lieu à une perception supplémentaire au niveau de l'impôt des personnes morales, ni à un avantage immédiatement imposable pour l'affilié.

§ 2. Le montant, exprimé en rente annuelle :

- des prestations prévus à l'occasion de la mise à la retraite en exécution du présent règlement de pension
- de la pension légale ;
- d'autres prestations de pension complémentaire auxquels l'affilié a droit ;
- ne peut toutefois pas dépasser 80 % de la dernière rémunération brute normale, compte tenu de la durée normale d'une activité professionnelle, et avec une cessibilité de la rente au profit du conjoint survivant à raison de 80 %, et avec indexation de la rente.

§ 3. Si une organisation devait encore prévoir, pour un affilié, d'autres avantages de pension complémentaires que ceux qui découlent du présent règlement de pension, un dépassement éventuel de la limite fiscalement admise sera imputé sur le financement de ces autres avantages de pension.

Chapitre 14: Obligations de l'organisateur

Article 23. § 1. L'organisateur transmettra en temps utile au fonds de pension toutes les données exigées pour l'exécution du présent règlement de pension. Les obligations du fonds de pension sont fixées sur la base des données transmises en temps utile.

§ 2. L'organisateur communiquera au fonds de pension toutes les questions des affiliés concernant le règlement de pension en général, ou concernant les comptes individuels.

Chapitre 15: Application de la loi sur la protection de la vie privée

Article 24. § 1. L'organisateur fournit un certain nombre de données à caractère personnel au fonds de pension pour gérer le système de pension sectoriel. Le fonds de pension traite ces données de manière confidentielle. Ces données peuvent être exclusivement utilisées pour la gestion du système de pension sectoriel, à l'exclusion de tout autre but, commercial ou non.

§ 2. Toute personne dont des données à caractère personnel sont conservées, a le droit d'en obtenir la consultation et la correction. Dans ce cas, il doit s'adresser par écrit au fonds de pension et joindre, ce faisant, une copie de sa carte d'identité.

Chapitre 16: Modification du présent règlement

Article 25. Le présent règlement de pension peut être modifié ou arrêté par une convention collective de travail qui est souscrite au sein des (sous-)commissions paritaires compétentes.

Chapitre 17: Contestations et droit applicable

Article 26. Le droit belge est applicable au présent règlement de pension. Les contestations éventuelles entre les parties à ce sujet sont soumises à la compétence des tribunaux de la Région Bruxelles Capitale.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 maart 2014 tot wijziging van het pensioenreglement van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel 330

Hoofdstuk 1. Voorwerp van de overeenkomst

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van de wet van 28 april 2003, artikel 8, betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, en de beslissing van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties in het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als voorwerp de wijziging van het pensioenreglement dat als bijlage is opgenomen bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2010 tot invoering van een sectoraal aanvullende pensioenstelsel (registratienummer 103537/CO/330), laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 november 2012 tot wijziging van het pensioenreglement van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel 330 (registratienummer 113964/CO/330), afgesloten in het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Hoofdstuk 2. Toepassingsgebied

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers en alle werknemers, met uitzondering van de categorieën voorzien in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en onder:

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn
- de psychiatrische verzorgingstehuizen
- de initiatieven voor beschut wonen voor psychiatrische patiënten
- de rusthuizen en de rust- en verzorgingstehuizen
- de dagverzorgingscentra voor bejaarden
- de revalidatiecentra
- de diensten voor thuisverpleging
- de diensten voor bloedtransfusie en bloedverwerking
- de medisch-pediatische centra
- de wijkgezondheidscentra.

Onder werknemers wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Onder "Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren" wordt in deze collectieve arbeidsovereenkomst en in zijn bijlage verstaan: het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren, opgericht als fonds voor bestaanszekerheid bij collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2008 (registratienummer 90982/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij KB van 19/07/2011, B.S. 09/09/2011).

Artikel 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op:

- werknemers met een contract van interimarbeid
- werknemers met vakantie-, studenten- of IBO-contracten (individuele beroepsopleiding)
- leerlingen waarvoor geen sociale zekerheidsbijdragen worden betaald (erkende leerling van de middenstand, leerling met industrieel leercontract, leerling in opleiding tot ondernemingshoofd, leerling met een overeenkomst voor socioprofessionele

- 4
- inpassing, erkend door de gemeenschappen en gewesten, stagiair met een beroepsinlevingsovereenkomst)
- arbeidszorgmedewerkers en personen tewerkgesteld in het kader van artikel 60 §7 van de organieke wet op de inrichting van de OCMW's en een tewerkstelling in het kader van artikel 78 van het KB van 25/11/1991 tenzij er sprake is van een arbeidsovereenkomst
 - werknemers die activiteiten uitoefenen terwijl zij al een wettelijk rustpensioen genieten
 - geneesheren-bedienden die een opleiding volgen tot geneesheer-specialist en die beperkt onderworpen zijn door werkgevers-ziekenhuizen uit de privésector (RSZ code 072).

Hoofdstuk 3. Pensioenreglement

Artikel 4

Het pensioenreglement dat volgens de bepalingen van artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2010 tot invoering van een sectoraal aanvullende pensioenstelsel (registratienummer 103537/CO/330) als bijlage werd opgenomen, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 november 2012 tot wijziging van het pensioenreglement van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel 330 (registratienummer 113964/CO/330), wordt vervangen door het pensioenreglement dat als bijlage is opgenomen bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk 4. Inwerkingtreding, duur en opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst

Artikel 5

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2014 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

§2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder kalenderjaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend kalenderjaar. De opzegging moet betekend worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die een kopie van de opzegging stuurt aan elke ondertekenende partij.

Organisme voor de Financiering van Pensioenen
“Pensioenfonds van de Federale Non-Profit/social-profitsector”

Handelskaai 48 te 1000 Brussel

PENSIOENREGLEMENT

Inhoudsopgave

| | |
|---|----|
| INHOUDSTAFEL | 1 |
| VOORWERP | 2 |
| BEGRIPSOMSCHRIJVING | 2 |
| AANSLUITING | 3 |
| DE PENSIOENTOELAGE | 4 |
| Het bedrag van de pensioentoeelage | 4 |
| De aanwending van de pensioentoeelage | 4 |
| Het rendement | 4 |
| Winstdeelname | 5 |
| Uitbetaling | 5 |
| PENSIOEN | 5 |
| OVERLIJDEN | 6 |
| VERWORVEN RECHTEN VAN DE AANGESLOTENE OP DE RESERVES | 6 |
| UITKERINGEN | 7 |
| BEGUNSTIGDEN | 7 |
| De begunstigde van de uitkering op de einddatum | 7 |
| De begunstigde van de uitkering bij overlijden | 7 |
| GEVOLGEN VAN HET NIET BETALEN VAN DE PENSIOENTOELAGEN | 8 |
| INFORMATIE | 8 |
| Het pensioenreglement | 8 |
| De pensioenfiche | 8 |
| Beheersverslag | 9 |
| DE AANGESLOTENE VERLAAT DE ORGANISATIE VÓÓR DE EINDDATUM | 9 |
| FISCALE BEPALINGEN | 10 |
| Welke fiscale wetgeving is van toepassing? | 10 |
| Belastingsstatuut van de pensioentoeelage | 10 |
| VERPLICHTINGEN VAN DE INRICHTER | 10 |
| TOEPASSING VAN DE WET TOT BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER | 11 |
| WIJZIGING VAN DIT REGLEMENT | 11 |
| GESCHILLEN EN TOEPASSELIJK RECHT | 11 |

Hoofdstuk 1: Voorwerp

Artikel 1. § 1. Dit sectoraal pensioenreglement wordt opgesteld in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel, gesloten in het paritair comité 330.

§ 2. De pensioentoezegging heeft tot doel om een pensioenkapitaal of een ermee overeenstemmende rente samen te stellen, dat aan de aangeslotene of in geval de aangeslotene overlijdt voor de voorziene einddatum aan zijn rechthebbenden uitgekeerd wordt.

§ 3. Dit pensioenreglement bepaalt de rechten en verplichtingen van de inrichter, de pensioeninstelling, de werkgevers, de aangeslotenen en hun rechthebbenden, en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

§ 4. Dit reglement treedt in werking vanaf 1 januari 2014 en vervangt het vorige reglement van 26 juni 2012.

De verworven rechten van de aangeslotenen die uitgetreden zijn uit het pensioenstelsel van de inrichter voor de inwerkingtreding van dit reglement en/of van hun rechthebbenden blijven bepaald door het reglement dat van kracht was bij hun uittreding.

Hoofdstuk 2: Begripsomschrijving

Artikel 2. In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben:

2.1. Inrichters

Het Sectoraal Spaarfonds van de Federale Sectoren.

2.2. Organisatie

Elke organisatie - al dan niet gesubsidieerd door de Federale overheid - die personeelsleden tewerkstelt binnen het paritair comité 330, op wie de eerder genoemde sectorale collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel van toepassing is.

2.3. Jaarloon

Het aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangegeven bruto jaarloon van de aangeslotene, ten laste van de organisatie.

2.4. Pensioenfonds

Het pensioenfonds van de Federale Non-Profit/social-profitsector OFP, met zetel te 1000 Brussel, Handelskaai 48, toegelaten op 8 mei 2012 onder nummer 50604

2.5. Wet betreffende de aanvullende pensioenen

Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

Hoofdstuk 3. Aansluiting

Artikel 3. § 1. Elke werknemer ongeacht de aard van de arbeidsovereenkomst:

- die op 1 januari 2010 door een arbeidsovereenkomst verbonden is met een organisatie, al dan niet gesubsidieerd door de Federale overheid;
- of na 1 januari 2010 tewerkgesteld zal worden met een arbeidsovereenkomst, al dan niet gesubsidieerd door de Federale overheid;
- en op wie de collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel binnen de paritaire (sub)comités, van toepassing is; wordt verplicht aangesloten aan het pensioenstelsel.

§ 2. De datum van in dienst treden bij een werkgever op wie het reglement van toepassing is, is tegelijk de datum van aansluiting aan dit reglement. Wie in dienst is op 1 januari 2010, wordt op die datum aangesloten.

§ 3. Worden evenwel uitgesloten:

- werknemers met een contract van interimarbeid;
- werknemers met vakantie-, studenten- of IBO-contracten (individuele beroepsopleiding);
- leerlingen waarvoor geen sociale zekerheidsbijdragen worden betaald (erkende leerling van de middenstand, leerling met industrieel leercontract, leerling in opleiding tot ondernemingshoofd, leerling met een overeenkomst voor socioprofessionele inpassing, erkend door de gemeenschappen en gewesten, stagiair met een beroepsinlevingsovereenkomst);
- arbeidszorgmedewerkers en personen tewerkgesteld in het kader van art. 60 §7 van de organieke wet op de inrichting van OCMW's en een tewerkstelling in het kader van artikel 78 van het KB van 25.11.1991 tenzij er sprake is van een arbeidsovereenkomst;
- werknemers die activiteiten uitoefenen terwijl zij al een wettelijk rustpensioen genieten;
- geneesheren-bedienden die een opleiding volgen tot geneesheer-specialist en die beperkt onderworpen zijn door werkgevers-ziekenhuizen uit de privé sector (Code 072 RSZ).

§ 4. De aangeslotene aanvaardt het pensioenreglement, en machtigt de inrichter om aan het pensioenfonds alle inlichtingen en bewijsstukken over te maken die nodig zijn voor de goede uitvoering van dit reglement.

§ 5. De aangeslotene zal alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn opdat het pensioenfonds zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren, op eenvoudige vraag overmaken. Zolang de

aangeslotenen deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, zullen de inrichter en het pensioenfonds hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het aanvullend pensioen dat in dit reglement beschreven wordt niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlntrest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten .

Hoofdstuk 4: De pensioentoeelage

Artikel 4. Het bedrag van de pensioentoeelage

Artikel 4. § 1. De uitkeringen bij pensionering en in geval van overlijden worden gefinancierd door jaarlijkse toelagen waarvan het niveau vastgesteld wordt bij collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 2. In geval van toekenning van een opzeggingsvergoeding aan een rechthebbende wordt de pensioentoeelage toegekend voor de volledige periode waarmee deze opzeggingsvergoeding overeenkomt op basis van de laatste pensioentoeelage die op dat moment van kracht was.

Artikel 5. De aanwending van de pensioentoeelage

Artikel 5. § 1. De pensioentoeelage wordt voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort. De valutadatum, dit is de datum vanaf wanneer de pensioentoeelage opgerent wordt, wordt vastgesteld in een bijlage aan dit reglement.

§ 2. De oprenting gebeurt:

- tot op de dag waarop de uitbetaling van het aanvullend pensioen moet gebeuren;
- of tot op de eerste dag van de maand waarin de aangeslotene overlijdt.

Artikel 6. Het rendement

Artikel 6. § 1. Het pensioenfonds beheert de verworven reserves van de aangeslotene, een vrije reserve en een rekening voor toekomstige pensioentoeelagen en kosten. Indien de globale storting van de inrichter verschilt van de globale pensioentoeelage, dan wordt het verschil gestort op, of afgehaald van de rekening voor toekomstige pensioentoeelagen en kosten.

§ 2. Het rendement is gelijk aan het financieel rendement voortkomend uit de gedane beleggingen, verminderd met de beheerskosten, de voorzieningen voor risico's en lasten en de eventuele belastingen op het resultaat. De verworven reserves, de vrije reserve en de rekening voor toekomstige pensioentoeelagen en kosten ontvangen ieder een proportioneel deel van het rendement.

§ 3. Indien de rendementsvoet groter is dan de rendementsvoet die door de inrichter krachtens de wet betreffende de aanvullende pensioenen moet gewaarborgd worden, kunnen de bevoegde organen van het pensioenfonds beslissen om in het geval dat de opgebouwde reserves op de individuele pensioenrekeningen onvoldoende zouden zijn

ten overstaan van de verworven reserves waarop de aangeslotenen bij uittreding aanspraak zouden kunnen maken op het einde van het jaar, het geheel of een deel van de negatieve verschillen aan te zuiveren.

§ 4. Het geheel of een deel van het rendement kan door een beslissing van de bevoegde organen van het pensioenfonds toegewezen worden aan een vrije reserve die dient om een eventueel toekomstig tekort ten overstaan van de wettelijk vereiste verworven reserve te financieren. Deze vrije reserve kan maximaal 25% bedragen van de som van de verworven reserves waarop de aangeslotenen bij uittreding aanspraak zouden kunnen maken.

§ 5. Indien de individuele reserves het bedrag dat vereist is in uitvoering van artikel 24 van de wet betreffende de aanvullende pensioenen niet bereiken, ontvangt de individuele pensioenrekening jaarlijks op 31 december een rendement dat gelijk is aan een proportioneel deel van het rendement dat door het pensioenfonds in dat jaar behaald werd, in verhouding tot de belegde reserves.

§ 6. Wanneer bij uittreding, pensionering of bij opheffing van de pensioentoezegging er een tekort zou bestaan ten overstaan van wat vereist is op basis van artikel 24 van de Wet betreffende de aanvullende pensioenen, wordt dit tekort aangezuiverd vanuit de vrije reserve.

Artikel 7. Winstdeelname

Artikel 7. § 1. Indien het vermogen van het fonds volstaat om de som te dekken van de verworven reserves krachtens de wet betreffende de aanvullende pensioenen, van een vrije reserve van 25% van die verworven reserve en van de rekening voor toekomstige pensioentoeelagen en kosten, kan het pensioenfonds overgaan tot het toekennen van een winstdeelname. Deze winstdeelname neemt de vorm aan van een verhoging van de verworven rechten, en wordt daardoor definitief verworven door de aangeslotenen. Een aan de individuele rekening van de aangeslotene toegekende winstdeelname wordt mee opgerent op basis van de hiervoor beschreven werkwijze.

Artikel 8. Uitbetaling

Artikel 8. § 1. Het pensioenfonds zal de voorziene bedragen zo snel mogelijk uitbetalen.

§ 2. Indien het pensioenfonds nog niet beschikt over alle gegevens die nodig zijn om het juiste bedrag uit te betalen, zal - indien de aangeslotene hierom schriftelijk verzoekt - een voorschot betaald worden binnen het kwartaal volgend op de normale betalingsdatum of op de maand waarop de aangeslotene zijn volledig dossier ingediend heeft. Het resterende saldo zal uiterlijk in het laatste trimester van het volgende jaar uitbetaald worden.

Hoofdstuk 5: Pensioen

Artikel 9. De einddatum

Artikel 9. § 1. Het kapitaal is opeisbaar van zodra de aangeslotene een wettelijk pensioen verkrijgt, maar niet voor de leeftijd van 60 jaar.

§ 2. De normale einddatum waarop het kapitaal dat op de pensioenrekening opgebouwd werd opeisbaar is, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

§ 3. Indien de aangeslotene in dienst blijft van een organisatie na de normale einddatum van 65 jaar en nog niet geniet van een wettelijk pensioen blijft de pensioentoeelage verschuldigd.

§ 4. De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen wanneer hij de sector verlaat of wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt.

Hoofdstuk 6: Overlijden

Artikel 11. § 1. Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft de begunstigde recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

§ 2. De waarde zal minstens gelijk zijn aan de waarde die in uitvoering van artikel 24 van de Wet betreffende de aanvullende pensioenen moet toegekend worden.

§ 3. Bij overlijden wordt de pensioentoeelage voor het jaar van overlijden vastgesteld door de pensioentoeelage van het voorgaande jaar proportioneel toe te passen in functie van het aantal volledige maanden tot de overlijdensdatum, in zoverre de aangeslotene tot dan tewerkgesteld is gebleven bij een organisatie zoals omschreven in artikel 2.2.

Hoofdstuk 7: Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves

Artikel 12. § 1. De reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, zijn eigendom van de aangeslotene.

§ 2. De aangeslotene kan echter pas na een ononderbroken periode van twee trimesters aansluiting aan dit pensioenreglement, rechten opeisen met betrekking tot die reserves.

§ 3. Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die opnieuw in dienst komt van een organisatie die behoort tot een sector waarop het reglement van toepassing is, wordt niet als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

§ 4. De pensioenrekening kan niet in pand gegeven worden, en de begunstiging ervan kan niet overgedragen worden. Er kan geen voorschot op toegekend worden.

Hoofdstuk 8: Uitkeringen

Artikel 13. § 1. De aangeslotene of de begunstigde(n) worden verondersteld te kiezen voor de uitkering in de vorm van een kapitaal.

§ 2. De begunstigde(n) kan (kunnen) evenwel vragen om het kapitaal dat aan hem(n) toekomt, om te vormen in een lijfrente. Een keuze voor een vereffening als lijfrente moet uiterlijk een maand voor de datum waarop de uitkering aanvangt schriftelijk door de begunstigde aan het pensioenfonds meegedeeld worden.

§ 3. Het kan volgens de keuze van de begunstigde gaan om een lijfrente die enkel aan hem betaald wordt, of om een lijfrente die in geval van overlijden van de begunstigde overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) of op de partner waarmee hij wettelijk samenwoont. De rente kan geïndexeerd worden.

§ 4. De renten worden in maandelijkse delen betaald op de laatste dag van elke maand, tot en met de laatste vervalddag die voorafgaat aan het overlijden van de begunstigde(n).

§ 5. Wanneer het jaarbedrag van de rente de 499,99 EUR niet overschrijdt, kan de voorziene uitkering niet onder vorm van rente gebeuren, maar enkel onder vorm van een eenmalig kapitaal.

§ 6. Wanneer het jaarbedrag van de rente gelegen is tussen 499,99 en 800,01 EUR, dan wordt ze niet maandelijks betaald, maar in vier gelijke trimestriële delen op het einde van ieder trimester.

§ 7. De hiervoor vermelde bedragen worden geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist geïndexeerd worden.

Hoofdstuk 9: Begunstigden

Artikel 14. De begunstigde van de uitkering op de einddatum

Artikel 14. Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal leven uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

Artikel 15. De begunstigde van de uitkering bij overlijden

Artikel 15. § 1. Indien de aangeslotene overlijdt vóór de einddatum, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de begunstigde(n) op basis van de volgende voorrangsorte:

- De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene voor zo ver die niet gerechtelijk van tafel en bed of feitelijk gescheiden is, of die zich niet in aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding bevindt. De echtgenoten worden geacht feitelijk

- gescheiden te zijn wanneer uit de bevolkingsregisters blijkt dat zij een verschillende woonplaats hebben;
- Bij ontstentenis, de persoon die wettelijk samenwoont met de aangeslotene in de zin van artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, en die geen bloedverwant is van de aangeslotene;
 - Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene;
 - Bij ontstentenis de door de aangeslotene per aangetekend schrijven aan het pensioenfonds aangeduide perso(o)n(en), waarbij de laatst verstuurd aangetekende brief rechtsgeldig is;
 - Bij ontstentenis het pensioenfonds.

§ 2. Indien er meerdere begunstigden zijn, wordt de voorziene uitkering bij overlijden in gelijke delen onder hen verdeeld, tenzij het document van aanduiding van begunstigde de grootte van de delen bepaalt.

§ 3. In geval de aangeslotene en de begunstigde overlijden zonder dat de volgorde van overlijden kan bepaald worden, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de volgende in de voorrangorde van begunstigden.

§ 4. Indien er zich geen begunstigden aanmelden binnen een periode van 10 jaar na het overlijden wordt de voorziene uitkering bij overlijden vereffend ten voordele van het pensioenfonds.

Hoofdstuk 10: Gevolgen van het niet betalen van de pensioentolagen

Artikel 16. § 1. De inrichter zal de verschuldigde pensioentolagen aan het pensioenfonds overmaken.

§ 2. De inrichter kan de inning van de pensioentolage laten gebeuren door de RSZ.

§ 3. Wanneer de pensioentolage niet langer betaald wordt, worden de pensioenrekeningen premievrij gemaakt. Het pensioenfonds zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 2 maanden volgend op de datum waarop het kennis kreeg van het stopzetten van de betaling, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

Hoofdstuk 11: Informatie

Artikel 17. Het pensioenreglement

Artikel 17. De tekst van het pensioenreglement is beschikbaar op de website van het pensioenfonds.

Artikel 18. De pensioenfiche

Artikel 18. Ieder jaar brengt het pensioenfonds elke aangeslotene door middel van een pensioenfiche op de hoogte van:

- het bedrag van de pensioentolagen;

- de verworven reserve;
- de verworven prestatie en de datum van opeisbaarheid;
- het bedrag van de verworven reserve van het afgelopen jaar;
- de rente die overeenstemt met het pensioenkapitaal.

Artikel 19. Beheersverslag

Artikel 19. Het pensioenfonds stelt jaarlijks een verslag op over het beheer van de pensioentoezegging ter beschikking van de aangeslotenen. Daarin is onder meer de volgende informatie opgenomen:

- de wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen en de kostenstructuur;
- de verdeling van de winst.

Dit verslag wordt op schriftelijk verzoek van de aangeslotene aan hem overgemaakt.

Hoofdstuk 12: De aangeslotene verlaat de organisatie vóór de einddatum

Artikel 20. § 1. Wanneer het arbeidscontract van de aangeslotene beëindigd wordt en hij binnen drie maanden het werk hervat bij een organisatie waarop dit pensioenreglement van toepassing is, blijft de aangeslotene deelnemer aan het sectorale pensioenstelsel voor zo ver hij aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet. De inrichter die optreedt voor het paritaire (sub)comité van de betrokken organisatie neemt dan de verplichtingen die voortvloeien uit dit pensioenreglement op zich. De mogelijkheden waarvan hierna sprake zijn dan bijgevolg niet van toepassing.

§ 2. Wanneer het arbeidscontract van de aangeslotene beëindigd wordt om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, en hij niet onmiddellijk het werk hervat bij een organisatie waarop dit pensioenreglement van toepassing is, heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden, voor zover hij rechten kan opeisen op de reserves:

- hetzij de verworven reserve zonder wijziging van de pensioenbelofte laten bij het pensioenfonds en op de einddatum of bij overlijden een kapitaal of een rente ontvangen;
- hetzij de verworven reserve overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidscontract sloot, indien hij aan de pensioentoezegging van die nieuwe werkgever aangesloten wordt;
- hetzij de verworven reserve overdragen naar een andere pensioensinstelling die de totaliteit van haar winsten proportioneel met de reserves verdeelt onder de aangeslotenen, en die de kosten beperkt als gevolg van de regels bepaald door het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers en aan bedrijfsleiders.

§ 3. Indien de aangeslotene geen expliciete keuze maakt binnen de dertig dagen, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn reserves bij het pensioenfonds zonder wijziging van de pensioenbelofte.

Hoofdstuk 13: Fiscale bepalingen

Artikel 21. Welke fiscale wetgeving is van toepassing?

Artikel 21. Wanneer de aangeslotene en de begunstigde hun woon- en/of werkplaats in België hebben, en de organisatie gevestigd is in België, is de Belgische fiscale wetgeving van toepassing zowel op de pensioenbijdragen als op de uitkeringen. Is dit niet het geval, dan zouden fiscale en/of sociale lasten kunnen verschuldigd zijn op basis van een buitenlandse wetgeving, in uitvoering van de internationale verdragen die in dat verband gelden.

Artikel 22. Belastingstatuut van de pensioentoeelage

Artikel 22 § 1. Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van dit pensioenreglement, vormen de werkgeverstoelagen in principe aftrekbare beroepskosten in de vennootschapsbelasting, en geven geen aanleiding tot bijkomende heffing in de rechtspersonenbelasting, noch tot een dadelijk belastbaar voordeel voor de aangeslotene

§ 2. Het bedrag, uitgedrukt in jaarlijkse rente:

- van de voorziene uitkeringen naar aanleiding van pensionering in uitvoering van dit pensioenreglement;
- van het wettelijk pensioen;
- van andere aanvullende pensioenuitkeringen waarop de aangeslotene recht heeft;
- mag evenwel 80 % van de laatste normale bruto bezoldiging niet overschrijden, rekening houdend met de normale duur van een beroepswerkzaamheid, en met een overdraagbaarheid van de rente ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) van 80 %, en met een indexatie van de rente.

§ 3. Indien een organisatie voor een aangeslotene nog andere aanvullende pensioenvoordelen zou voorzien dan diegene die voortkomen uit dit pensioenreglement, zal een gebeurlijke overschrijding van de fiscaal toegelaten grens aangerekend worden op de financiering van die andere pensioenvoordelen.

Hoofdstuk 14: Verplichtingen van de inrichter

Artikel 23. § 1. De inrichter zal tijdig alle vereiste gegevens voor de uitvoering van dit pensioenreglement aan het pensioenfonds overmaken. De verplichtingen van het pensioenfonds worden gevestigd op basis van de tijdig overgedragen gegevens.

§ 2. De inrichter zal alle vragen van de aangeslotenen over het pensioenreglement in het algemeen, of over de individuele rekeningen, meedelen aan het pensioenfonds.

Hoofdstuk 15: Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Artikel 24. § 1. De inrichter verstrekt een aantal persoonsgegevens aan het pensioenfonds om het sectorale pensioenstelsel te beheren. Het pensioenfonds behandelt deze gegevens vertrouwelijk. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het sectorale pensioenstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk.

§ 2. Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot het pensioenfonds richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

Hoofdstuk 16: Wijziging van dit reglement

Artikel 25. Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in de bevoegde paritaire (sub)comités gesloten wordt.

Hoofdstuk 17: Geschillen en toepasselijk recht

Artikel 26. Het Belgische recht is van toepassing op dit pensioenreglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.